REGLEMENT DE PLAN D'EPARGNE

ENTREPRISE

Des sociétés constituant l'Unité Economique et Sociale NORAUTO

Le présent plan d'épargne annule et remplace celui du 31/01/1995 et ses avenants .

Le présent plan d'épargne est établi à l'initiative de :

~~L'Unité Economique et Sociale « NORAUTO » dont le siège social est à SAINGHIN en MELANTOIS 59262
rue du Fort, représentée par Monsieur RIBAUT Christophe, Président du Directoire, agissant es-qualités, ci
après dénommée "L'ENTREPRISE"~~

Cette UES est composée des sociétés :

NORAUTO, SA

Centre de Gros de Lesquin – rue de Fort - 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par Christophe RIBAUT Président du Directoire

CADI SARL

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort – 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par MM. Christian ABELE et Pierre MAERTEN, co-gérants

CALYGER SNC

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par NORAUTO SA et FINANCIERE CHEVALLIER, co-gérants

CAMARO SARL

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par MM. Christian ABELE et François BARON, co-gérants

CAN-SA

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par M. Philippe GARSULT, PDG

CAPAULES SARL

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par MM. Christian ABELE et Laurent CARRETTE, co-gérants

CALIGAR SARL

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par M. Christian ABELE, gérant

CAVASUD SNC

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par NORAUTO SA et FINANCIERE COQUELET, co-gérants

VCAC SARL

Centre de Gros de Lesquin – rue du Fort- 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Représenté par M. Christian ABELE, gérant

CA
1

CHAPITRE I - IDENTIFICATION

Article 1 : Dénomination

Le Plan d'Epargne Entreprise a pour dénomination «PEE de l'UES NORAUTO ».

Article 2 : Objet

Le présent Plan d'Epargne Entreprise est établi à compter du 1^{er} janvier 2003, conformément aux dispositions de l'article L. 443-1 du Code du Travail.

Il est destiné à permettre aux membres du personnel de l'ENTREPRISE de se constituer, avec l'aide de cette dernière un portefeuille de valeurs mobilières, par l'intermédiaire de plusieurs Fonds Communs de Placement d'Entreprises régis par l'article L.214-39 et/ou L.214-40 du code monétaire et financier.

Article 3 : Bénéficiaires

Tout salarié qui justifie d'une ancienneté d'un mois dans l'ENTREPRISE peut participer au présent Plan d'Epargne Entreprises. Pour la détermination de l'ancienneté sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de la période de calcul et des douze mois qui la précèdent.

Les anciens salariés (retraités ou préretraités dont le contrat de travail a été rompu) peuvent continuer à effectuer des versements au Plan d'Epargne Entreprise, conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessous, sous réserve qu'ils aient participé au Plan d'Epargne Entreprise avant leur départ et qu'ils n'aient pas demandé le remboursement de la totalité de leurs avoirs.

CHAPITRE II – ALIMENTATION

Article 4 : Versements au Plan d'Epargne Entreprise

La réalisation du Plan d'Epargne Entreprise est assurée au moyen des ressources suivantes :

- a) versements volontaires des Bénéficiaires dans les FCPE « NORACTION » pour les versements ponctuels à l'appui du bulletin de souscription ou dans « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE » et/ou « ARCANCIA PRUDENCE 356 » pour les versements volontaires, dans la limite du quart de leur rémunération annuelle (y compris les primes d'intéressement) ;
- b) versements complémentaires de l'Entreprise (abondement) dans les FCPE « NORACTION » ou « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE » ;
- e) versements par les salariés adhérant au Plan d'Epargne Entreprise des sommes qui leur sont attribuées au titre de la participation aux résultats;
- d) versement de tout ou partie des primes d'intéressement dans les FCPE « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE » ou « ARCANCIA PRUDENCE 356 » ;
- e) transfert de sommes provenant d'un autre plan d'épargne dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
- f) transferts des droits à participation versés en comptes courants bloqués devenus disponibles dans les deux mois du terme de la période légale de blocage dans les FCPE « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE » ou « ARCANCIA PRUDENCE 356 » ;
- g) versements volontaires des anciens salariés ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le FCPE « NORACTION » dans le délai d'un an à compter de leur départ. Après ce délai, leurs versements volontaires sont affectés dans les FCPE « ARCANCIA PRUDENCE 302 » ou « ARCANCIA SECURITE 207 » ,ou « ARCANCIA EQUILIBRE 405 » ou « ARCANCIA DYNAMIQUE 501 » ou « ARCANCIA AUDACE 804 ».
- j) versements volontaires des anciens salariés ayant moins de 5 ans d'ancienneté dans le FCPE « ARCANCIA PRUDENCE 302 » ou « ARCANCIA SECURITE 207 » ou « ARCANCIA EQUILIBRE 405 » ou « ARCANCIA DYNAMIQUE 501 » ou « ARCANCIA AUDACE 804 »..

Article 5 : Versements volontaires des Bénéficiaires

Chaque Bénéficiaire qui le désire effectue des versements au Plan d'Epargne Entreprise, aux périodes et selon les modalités déterminées par l'ENTREPRISE et préalablement portées à la connaissance de chacun par note interne.

Les versements unitaires sont au minimum de 16 €.

Le total annuel des versements volontaires et des primes d'intéressement effectués par un Bénéficiaire au Plan d'Epargne Entreprise ne peut excéder le quart de sa rémunération annuelle. Les autres formes de versement ne sont pas soumises à ce plafond.

Pour les retraités, les versements ne peuvent excéder 25 % de leur pension de retraite ou allocation de préretraite (article L 443-2).

Article 6 : Versements complémentaires de l'Entreprise (abondement)

La contribution de l'Entreprise consiste à prendre en charge des frais de tenue de comptes et les droits d'entrée pour les FCPE NORACTION , ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE et ARCANCIA PRUDENCE 356.

L'Entreprise peut toutefois, à tout moment, décider de compléter (par avenant au présent plan) les versements des salariés (versements volontaires et/ou intéressement) par un abondement dont le montant et les modalités de distribution sont portés aussitôt à la connaissance du personnel.

~~La législation en vigueur ne permet pas à un salarié de recevoir une contribution de l'Entreprise supérieure à 2.300 euros par an.~~

L'Entreprise peut majorer cette limite à concurrence du montant consacré par le salarié à l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'Entreprise, sans que cette majoration puisse excéder 50 %.

Etant donné le plafonnement annuel de l'abondement prévu par la loi, tout bénéficiaire d'abondements versés par une entreprise autre que celle au sein de laquelle il est salarié, est tenu de déclarer à cette dernière le montant des abondements dont il a bénéficié par ailleurs au cours de la même année civile. Toute fausse déclaration engagera la responsabilité de son signataire.

CHAPITRE III – FORMULES D'INVESTISSEMENT

Article 7 : Emploi des sommes versées.

Les sommes versées au DEPOSITAIRE, au titre du Plan d'Epargne Entreprise sont affectées suivant le choix exprimé par chaque salarié, immédiatement et en totalité à la souscription de parts des Fonds Communs de Placement d'Entreprises dont les caractéristiques sont explicitées à l'Annexe II au présent Règlement, ci-après dénommés collectivement « les Fonds » .

- FCPE NORACTION
- FCPE ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257-NORATTENTE,
- FCPE ARCANCIA PRUDENCE 356,
- FCPE ARCANCIA PRUDENCE 302,
- ARCANCIA SECURITE 207,
- ARCANCIA EQUILIBRE 405
- ARCANCIA DYNAMIQUE 501,
- ARCANCIA AUDACE 804

Le FCPE ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257-NORATTENTE ne pourra recevoir que les versements des primes d'intéressement, les versements volontaires mensuels, les versements de l'ENTREPRISE et les transferts de sommes provenant d'autres PEE (Article 14) ou du transfert des CCB.

Les avoirs, pour les salariés présents dans l'ENTREPRISE, seront transférés d'office tous les ans sur la base de la valeur des parts de fin février dans le FCPE NORACTION.

Pour les salariés partis, leurs avoirs seront transférés dans le FCPE ARCANCIA PRUDENCE 302, (Article 20).

Le portefeuille des Fonds est composé de valeurs mobilières répondant aux critères requis par la réglementation en vigueur.

L'annexe I au présent règlement présente la gamme de Fonds du présent PEE et offre un guide de choix des supports.

L'annexe II reprend les notices d'information des différents Fonds.

CHAPITRE IV – LES ACTEURS

Article 8 : Dépositaire des Fonds

Le DEPOSITAIRE est la SOCIETE GENERALE, Société Anonyme au capital de EUR 521.653.105 ayant pour numéro d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, ayant son siège social 29, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

Il assure la conservation des titres compris dans les Fonds. Il exécute les ordres d'achat, d'échange, de vente de titres composant le portefeuille et effectue les diligences nécessaires pour permettre au ou aux Fonds d'exercer les droits attachés aux valeurs détenues en portefeuille. Il procède par ailleurs aux encaissements et paiements générés par la gestion du ou des Fonds.

Dans un délai de six semaines suivant chaque semestre, il contrôle l'inventaire des actifs du ou des Fonds établi par la SOCIETE DE GESTION mentionnée à l'article 9 du présent règlement; il certifie l'inventaire de l'actif du ou des Fonds en fin d'année.

Il s'assure de la régularité des opérations exécutées au regard des dispositions de la législation des fonds communs de placement et aux dispositions du règlement du ou des Fonds. Il doit, le cas échéant, prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile. En cas de litige important avec la SOCIETE DE GESTION mentionnée à l'article 9 du présent règlement, il informe la Commission des Opérations de Bourse.

~~Il reçoit les souscriptions et procède au rachat des parts.~~

Article 9 : Société de Gestion des Fonds

Les Fonds sont gérés par SG Asset Management, Société Anonyme au capital de EUR 292.800.000, ayant pour numéro unique d'identification 308396308 RCS Nanterre ayant son Siège Social 2, place de la Coupole - 92400 COURBEVOIE.

La SOCIETE DE GESTION constitue le portefeuille collectif en fonction de l'objet et de l'orientation du ou des Fonds définis en accord avec le Conseil de Surveillance.

Elle peut ainsi, pour le compte du ou des Fonds, acquérir, vendre, échanger tous titres composant le portefeuille et effectuer tous emplois. Elle peut, dans les limites de la réglementation, conserver des liquidités notamment pour faire face à des demandes de rachat.

Sous réserve des pouvoirs dont dispose le conseil de surveillance du ou des Fonds, la SOCIETE DE GESTION agit pour le compte des porteurs de parts et les représente à l'égard des tiers dans tous les actes concernant le ou les Fonds.

Elle établit les documents comptables et publie les documents périodiques d'information notamment l'inventaire du ou des Fonds et les rapports annuels.

Article 10 : Teneur de compte Conservateur des salariés

Le teneur de compte conservateur des salariés, au sens de l'article R 443-5 du Code du Travail, est la SOCIETE GENERALE, au capital de EUR 530 423 152, 50 ayant pour numéro d'identification 552 120 222 R.C.S, ayant son siège social 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Le teneur de compte conservateur tient le registre des comptes administratifs ouverts au nom de chaque adhérent retraçant les sommes affectées aux plans d'épargne ; ce registre comporte pour chaque adhérent la ventilation des investissements réalisés et les délais d'indisponibilité restant à courir.

La personne chargée de la tenue de ce registre établit un relevé des actions ou des parts appartenant à chaque adhérent. Une copie de ce relevé est adressée au moins une fois par an aux intéressés avec l'indication de l'état de leur compte

Article 11 : Conseils de Surveillance des Fonds

Chaque Fonds proposé dans le cadre du présent règlement est représenté par un Conseil de Surveillance dont la composition et le rôle sont définis dans les règlements de chacun desdits Fonds.

CF

CHAPITRE V – FONCTIONNEMENT

Article 12 : Délai d'indisponibilité et cas de déblocage anticipés

Lorsque l'Entreprise a institué un régime de participation aux résultats, les parts inscrites au compte d'un salarié (quelle que soit l'origine des versements ayant donné lieu à la création des parts) seront disponibles à partir du premier jour du quatrième mois du cinquième exercice annuel suivant celui de leur acquisition (1^{er} avril pour un exercice calé sur l'année civile).

Les parts disponibles peuvent être remboursées à tout moment sur demande du salarié comme précisé à l'article 13 ci-dessous.

Les parts indisponibles inscrites au compte d'un salarié pourront être remboursées, sur demande du salarié, de ses ayants droits, ou de toute personne habilitée, dans l'un des cas de déblocage anticipé visés à l'article R 442-17 du Code du Travail, à savoir :

- a) Mariage de l'intéressé ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'intéressé ;
- b) Naissance, ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins deux enfants à sa charge ;
- c) Divorce, séparation ou dissolution d'un pacte civil de solidarité, lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;
- ~~d) Invalidité du salarié, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° alinéas de l'article L.341-4 du Code de la Sécurité Sociale ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L.323-11 ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;~~
- e) Décès du salarié, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité ;
- f) Cessation du contrat de travail ;
- g) Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par le salarié, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R.351-43 du Code du Travail à l'installation en vue d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;
- h) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R.111-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire, ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en l'état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel
- i) Situation de surendettement du salarié défini à l'article L.331-2 du Code de la Consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

La demande du salarié doit être présentée dans un délai de six mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail, décès du conjoint ou de la personne mentionnée au e), invalidité et surendettement où elle peut intervenir à tout moment. La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix du salarié, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

En cas de décès de l'intéressé, ses ayants droit doivent demander la liquidation de ses droits auxquels cesse d'être attaché le régime fiscal prévu au 4 du III de l'article 150 O A du Code Général des Impôts, à compter du septième mois suivant le décès.

13 : Demandes de rachat

Les rachats de parts devenues disponibles à l'expiration du délai légal de blocage de 5 ans ou par suite d'un cas de déblocage anticipé, conformément aux dispositions de l'article 12 du présent règlement, sont opérés en application des dispositions des règlements des Fonds supports d'investissement du Plan d'Épargne Entreprise.

Les demandes écrites de rachat formulées par les intéressés doivent parvenir directement au TENEUR DE COMPTES pour les avoirs gérés dans les FCPE ARCANCIA PRUDENCE 302, ARCANCIA SECURITE 207, ARCANCIA EQUILIBRE 405,

ARCANCIA DYNAMIQUE 501, ARCANCIA AUDACE 804, et à l'ENTREPRISE pour les salariés présents dont les avoirs sont gérés dans les FCPE NORACTION, ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S 257- NORATTENTE, ARCANCIA PRUDENCE 356.

Article 14 : Transfert des avoirs

Dans les cas prévus par la réglementation, dont notamment en cas de changement d'employeur ou de transfert vers un plan d'épargne de durée plus longue, les Bénéficiaires peuvent transférer leurs avoirs vers un autre plan d'épargne sans que ces transferts ne soient pris en compte pour l'appréciation du plafond de versement annuel (25% de leur rémunération annuelle). L'indisponibilité déjà courue desdits avoirs sera prise en compte.

Ces avoirs seront affectés :

- pendant la période de souscription définie chaque année par l'ENTREPRISE et portée à la connaissance des salariés par note interne: soit dans le FCPE NORACTION, soit dans le FCPE ARCANCIA PRUDENCE 356
- en dehors de cette période : soit dans le FCPE ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257-NORATTENTE, soit le FCPE ARCANCIA PRUDENCE 356 .

Article 15 : Revenus

~~Les produits des avoirs compris dans les Fonds sont automatiquement réinvestis par SG Asset Management. Ils augmentent à due concurrence la valeur liquidative des parts.~~

CHAPITRE VI – FRAIS

Article 16 : Frais de gestion et droits d'entrée

Les frais de gestion et les droits d'entrée de chacun des Fonds sont précisés en Annexe II au présent règlement.

Les frais de gestion et le droit d'entrée des Fonds « NORACTION », « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257-NORATTENTE », et « ARCANCIA PRUDENCE 356 » sont pris en charge par l'ENTREPRISE.

Les frais de gestion du Fonds « ARCANCIA PRUDENCE 302 », « ARCANCIA SECURITE 207 », « ARCANCIA EQUILIBRE 405 », « ARCANCIA DYNAMIQUE 501 » et « ARCANCIA AUDACE 804 » sont prélevés sur les actifs de ces fonds et les droits d'entrée sont à la charge des salariés.

Article 17 : Frais de Tenue de comptes

L'ENTREPRISE prend en charge les frais afférents à la tenue de comptes individuels des salariés pour les fonds « NORACTION », « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257- NORATTENTE » et « ARCANCIA PRUDENCE 356 »

Les frais de tenue de compte cessent d'être à la charge de l'Entreprise à compter de l'année qui suit le transfert de la totalité ou du solde des parts détenues dans les fonds : « NORACTION », « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S. 257-NORATTENTE » et « ARCANCIA PRUDENCE 356 » vers le Fonds « ARCANCIA PRUDENCE 302 » et/ou les fonds « ARCANCIA SECURITE 207 », « ARCANCIA EQUILIBRE 405 », « ARCANCIA DYNAMIQUE 501 », « ARCANCIA AUDACE 804 ». Ces frais incombent dès lors aux porteurs de parts concernés.

CHAPITRE VII – INFORMATION

Article 18 : Information des salariés, de l'Entreprise et du Conseil de Surveillance.

A - Information des salariés

Lorsque le porteur de parts modifie l'affectation de son épargne, le TENEUR DE COMPTES lui confirme l'opération effectuée par avis d'opéré (nombre de parts acquises ou cédées et leur prix).

Le porteur de parts reçoit au moins une fois par an, un relevé des parts lui appartenant avec indication du solde de son compte.

Un rapport de gestion simplifié ainsi que la notice d'information de chacun des Fonds définis en annexe 2 au présent règlement sont tenus à la disposition des porteurs de parts sur le site Internet www.esalia.com et peuvent être obtenus sous forme papier sur simple demande.

B - Information de l'Entreprise et du Conseil de Surveillance

SG Asset Management met à disposition de l'Entreprise et du Conseil de Surveillance :

- un rapport annuel sur les opérations du Fonds,
- l'inventaire semestriel intégral des avoirs,
- l'indication du nombre de parts et de millièmes de part existant à la date du 31 décembre, ainsi que le prix de rachat de la part à la même date.

Article 19 : Information des salariés ayant quitté leur Entreprise

Tout salarié quittant son Entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein du Plan d'Epargne Entreprise en application de l'article 4 ci-dessus.

L'état récapitulatif est inséré dans un livret d'épargne salariale. Il comporte les informations et mentions suivantes :

- l'identification du bénéficiaire,
- la description de ses avoirs acquis ou transférés dans le Plan d'Epargne Entreprise avec mention le cas échéant des dates auxquelles ces avoirs sont disponibles.
- l'identité et l'adresse des teneurs de registre auprès desquels le bénéficiaire a un compte.

Article 20 : Droits et obligations des porteurs de parts

Afin de réserver la diffusion des titres de l'ENTREPRISE investis dans le FCPE « NORACTION » aux seuls salariés présents dans l'ENTREPRISE, il sera procédé d'office, tous les ans, sur la base de la première valeur de part de mars de l'année (A+1) au transfert dans le fonds multi-entreprises « ARCANCIÀ PRUDENCE 302 » géré par la SGAM et investi essentiellement en obligations et en produits monétaires, des avoirs des salariés ayant quitté l'ENTREPRISE entre le 16 février de l'année écoulée (A) et le 15 février de l'année où a lieu le transfert (A+1).

Les avoirs investis dans le FCPE ARCANCIÀ PRUDENCE 356 seront transférés, tous les ans, sur la base de la première valeur de part de mars de l'année (A+1) dans le fonds multi-entreprises « ARCANCIÀ PRUDENCE 302 » géré par la SGAM et investi essentiellement en obligations et en produits monétaires, pour les salariés ayant quitté l'ENTREPRISE entre le 16 février de l'année écoulée (A) et le 15 février de l'année où a lieu le transfert (A+1).

Les salariés visés ci-dessus et n'ayant pas demandé le rachat de leurs parts sont seuls concernés. Les salariés qui partent en retraite et qui comptent au minimum cinq années de présence dans l'ENTREPRISE ne sont pas concernés par cette mesure.

Seules sont transférables les parts créées postérieurement au 14 octobre 1987.

Les porteurs de parts dont les avoirs ont été transférés d'office dans le FCPE ARCANCIÀ PRUDENCE 302 peuvent, à leur seule initiative, demander le transfert de ces avoirs, total ou partiel, dans les fonds « ARCANCIÀ SECURITE 207 » et/ou « ARCANCIÀ EQUILIBRE 405 » et/ou « ARCANCIÀ DYNAMIQUE 501 » et/ou « ARCANCIÀ AUDACE 804 ».

CHAPITRE VIII – DUREE – DENONCIATION

Article 21 : Durée du Plan

Le présent plan est valable pour une durée de deux ans. Il sera ensuite renouvelé d'année en année par tacite reconduction.

Article 22 : Modification du Plan

Le présent plan peut être modifié à tout moment par avenant conclu dans les mêmes formes que l'adoption originelle dudit Plan.

L'Entreprise doit immédiatement porter ces modifications à la connaissance :

- du personnel de l'Entreprise, salariés, préretraités ou retraités ;
- ~~▪ de SG Asset Management par lettre recommandée.~~
- de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à laquelle elle est rattachée par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 23 : Dénonciation du Plan

L'Entreprises peuvent décider de dénoncer le présent plan. Cette dénonciation doit être réalisée dans les mêmes formes que la conclusion dudit Plan.

Les modalités d'informations sont identiques à celles induites par une modification.

La dénonciation du Plan d'Épargne Entreprise est sans conséquences sur l'indisponibilité des avoirs des salariés, ni sur le fonctionnement des Fonds dans lesquels sont investis leurs avoirs.

Fait à LESQUIN, le 13 - juin - 2003

L'U.E.S NORAUTO *
représentée par Monsieur RIBAUT Christophe, Président du Directoire

C. Ribault

Pour info

Le présent règlement de plan d'épargne d'entreprise sera remis, pour consultation, aux comités d'entreprise ou à défaut, aux délégués du personnel au plus tard quinze jours avant son dépôt auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

* Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "lu et approuvé"

ANNEXE I

AU REGLEMENT DE PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE « PEE de l'UES NORAUTO »

Information sur les Fonds Communs de Placement d'Entreprise
du PEE de l'UES NORAUTO

Le PEE de l'UES NORAUTO offre au salariés la possibilité d'investir dans 3 Fonds communs de placement d'entreprise (FCPE).

Ces fonds constituent une véritable gamme de placement dont l'objectif est de satisfaire les différents besoins des épargnants, quels que soient la durée de placement envisagée et le degré de risque accepté.

Placer son épargne en fonction durée de placement envisagée...

Les fonds du PEE de l'UES NORAUTO sont composés d'actions, obligations et/ou monétaires, détenus en direct ou via des ~~Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM).~~

~~Compte tenu des aléas des marchés, notamment à court terme, les placements actions demandent un engagement d'épargne sur une période suffisamment longue (plus de 5 ans). Les placements obligataires sont compatibles avec des échéances plus courtes (de l'ordre de 2 à 5 ans). Enfin, le placement monétaire est à privilégier à court terme (un an et moins).~~

... et du niveau de risque accepté...

Les études économiques montrent qu'historiquement, le placement actions, risqué à court terme, fournit le meilleur rapport risque/performance à long terme. Il est susceptible de bénéficier pleinement des progrès techniques, de la croissance économique et des gains de pouvoir d'achat qui en résultent, ce qui en fait le meilleur placement à long terme en vue de la retraite.

Le placement obligataire est relativement moins risqué à court terme et donne à long terme des performances moyennes. Enfin, le placement monétaire, très sûr à court terme, donne des performances régulières mais moindres.

... dans les différents FCPE du PEE de l'UES NORAUTO

LE FONDS COMMUN DE PLACEMENT "NORACTION" »

Ce fonds est alimenté par :

1. le versement, pour le compte des salariés qui en feront la demande, de la totalité des sommes qui leur sont attribuées au titre de la participation aux résultats de l'ENTREPRISE ou des versements volontaires de ces derniers,
2. les sommes provenant du transfert de parts du Fonds « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S 257-NORATTENTE ». Pour les salariés présents dans l'ENTREPRISE le 15 février, il sera en effet procédé d'office, chaque année, sur la base de la première valeur de la part du mois de mars, au transfert dans le Fonds « NORACTION » de la totalité des avoirs (disponibles ou indisponibles) détenus dans le Fonds « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S 257-NORATTENTE ».

Dès réalisation du transfert, le règlement du Fonds « NORACTION » se substituera au règlement du Fonds « ARCANCIA SECURITE 257 dit A.S 257-NORATTENTE » et sera applicable aux parts nouvellement créées par ce transfert.

3. les sommes provenant des éventuelles contributions financières de l'ENTREPRISE, dans les conditions prévues par la loi (abondement).

4.- Les avoirs en provenance de PEE extérieurs uniquement pendant la période de souscription

Orientation de gestion du fonds "NORACTION"

Le portefeuille du Fonds « NORACTION » est composé principalement de titres de l'ENTREPRISE (action et/ou obligations participantes), de sa société mère, ou de ses filiales, pour autant que le gérant puisse acquérir ces titres et, accessoirement, de valeurs mobilières extérieures à l'ENTREPRISE et de liquidités.

Afin de réserver la diffusion des titres de l'ENTREPRISE, de sa société mère, ou de ses filiales, aux seuls salariés présents dans l'ENTREPRISE, les salariés ne figurant pas à l'effectif de l'ENTREPRISE au 15 février d'une année ne pourront pas alimenter le Fonds « NORACTION » de quelque manière que ce soit.